



Editorial : Roulis et tangage

Fin mars, le navire Chine traverse des eaux agitées comme plus depuis longtemps.

Le Président **D. Trump** poursuit sa logique protectionniste et isolationniste, en frappant (22 mars) la Chine de **taxes** sur « 1300 produits » et « 60 milliards de \$ », pour « vol de propriété intellectuelle américaine ». Il lui intime de mettre « immédiatement » un terme à 100 milliards de \$ de déficit dans les échanges bilatéraux. La guerre commerciale contre la Chine est donc lancée, d'autant que Trump venait d'exempter tous les autres pays des taxes « mondiales » qu'il voulait faire peser sur **l'acier** et **l'aluminium** d'importation. Et le fait pour Trump de persister à qualifier la Chine de « pays ami », ne changera rien au ton négatif actuel des relations. De ce bras de fer, le scénario était écrit de longue date, par 20 ans de stratégie chinoise pour combler son retard technologique face à l'Occident, en une combinaison de mesures incompatibles avec l'OMC – forcer les firmes étrangères à céder leurs brevets technologiques, fermer le marché intérieur à certains secteurs « stratégiques », subventions à fonds perdus aux industriels chinois... Quelques jours avant, Pékin tentait *in extremis* d'éteindre le feu en annonçant des ouvertures de marché « *au-delà de toute imagination* », et en discutant au sommet. Le 17 mars en personne, Xi Jinping et son n°2 **Wang Qishan** discutaient avec l'Ambassadeur américain **T. Branstad**. Puis Xi proposait à **Angela Merkel** par appel téléphonique, de négocier un recul des surcapacités « mondiales » en acier... Suite à la frappe de la Maison Blanche, Pékin a fait une réponse « d'attente », combinant des contre-mesures limitées, et l'affirmation de sa capacité à se défendre. Mais les ondes de choc du séisme vont continuer longtemps à se faire sentir : c'est toute la stabilité monétaire mondiale, et du monde des affaires qui est mise à l'épreuve.

Une autre vague sous le navire chinois, est celle du sort de **Ye Jianming**, patron du groupe d'affaires **CEFC**, disparu sans

laisser de traces en février. Or à Shanghai le 19 mars, une mission tchèque venue s'enquérir de la situation de Ye (CEFC étant un gros investisseur en Tchèque), s'est entendue dire que ce patron d'affaires n'était plus « actionnaire », ni PDG du groupe à la tête de 42 milliards de \$ d'actifs. « *En liberté* », Ye assistait « volontairement » à une enquête. Ancien trader du Fujian, Ye avait vu ses ennuis débiter à New York en novembre 2017, où étaient arrêtés son associé Paul Ho (ex-haut cadre hongkongais) et un ex-ministre sénégalais, accusés de corruption de fonctionnaires au Tchad et en Ouganda. Côté Chine, sa mise à l'ombre suivait un préaccord de rachat par CEFC de 9 milliards de \$ de parts du pétrolier russe **Rosneft** – une audacieuse prise d'un atout stratégique, qui pouvait ne pas être du goût de V. Poutine ou de Xi Jinping. Depuis, CEFC s'écroule. Ses branches tentent en vain d'emprunter pour honorer leurs dettes – et de faire croire qu'elles n'auraient (plus) « aucun lien » avec le financier en disgrâce... Des groupes rivaux se ruent sur sa dépouille : CEFC-Energie repris par Guosheng, bras financier de la mairie de Shanghai. CEFC-Hainan (l'ex-futur investisseur chez Rosneft) repris à 36% par Huarong, CEFC-Europe en cours de reprise à 49% par Citic... [Après HNA, Anbang, Wanda et Tomorrow](#) (de Xiao Jianhua), CEFC est donc le 5ème groupe privé à avoir maille à partir avec Pékin depuis 2017. Pour l'Etat, c'est un virage à 180 degrés, après les décennies sous Jiang Zemin et Hu Jintao qui entretenaient des liens étroits avec les capitalistes privés. Ce tournant explicite les besoins nouveaux du régime. Depuis 2016 en fait, Xi doit freiner l'économie nationale afin de la rendre durable – la renforcer avant de la redéployer hors frontières sous forme de « routes de la soie » (BRI). Il veut donc endiguer l'hémorragie de devises, et recentrer les moyens financiers vers une croissance utile et centripète. Xi veut aussi combattre la privatisation de l'économie, et préserver la présence des consortia publics. Et enfin, accessoirement, il veut promouvoir le respect de la loi et d'un état de droit aux couleurs de la Chine.

Sommaire N° 11-12 (2018)

du 26 mars au 8 avril 2018

Editorial

Roulis et tangage

Diplomatie

La guerre Chine-USA aura bien lieu

Technologies & Internet

Semi-conducteurs - Bras de fer mondial

Environnement

La longue marche vers la Chine-chameau

Politique

ANP - Dernières nominations, premières actions

Portrait

Zhao Leji - Le nouveau « Monsieur Propre »

Portrait

Yang Xiaodu - Le nouvel homme le plus craint du pays

Petit Peuple

Chongqing - Wang Chengzhou, la loterie de la vie (3ème partie)

Rendez-vous

Semaine du 26 mars au 7 avril 2018

Diplomatie : La guerre Chine-USA aura bien lieu



Donald Trump l'a déclarée le 22 mars : 1300 types de produits chinois dans la téléphonie, l'électronique et autres produits encouragés par le programme « *made in China 2025* », seront taxés à 25%. La sanction est unilatérale et s'appuie sur un texte de loi de 1974, l'*US Trade Act* (section 301) d'une validité contestable. A cette époque, les échanges n'étaient pas régulés par l'OMC. Quoique nullement assurée de réussir à rétablir l'équilibre de la balance commerciale Chine/USA, la sanction rassurera par sa fermeté, un électorat de

Trump inquiet pour l'avenir. Or en face, la Chine aussi dispose de leviers dommageables. Elle pourrait taxer le **soja américain**, 97 millions de tonnes en 2017, ayant rapporté aux *farmers* du Nouveau Monde 22 milliards de \$. Elle pourrait bloquer les achats de **Boeing** – quoique le groupe de Seattle s'apprête à investir 33 milliards de \$ dans une chaîne de montage près de Shanghai. Mais boycotter Boeing serait se jeter dans les bras d'**Airbus**, qui lui vendrait bien plus cher, et sans pouvoir compenser à 100% les livraisons de Boeing. La Chine pourrait surtout écouler ses réserves en **Bons du Trésor**. Alors le dollar s'effondrerait, l'Amérique serait à genoux, mais la Chine aussi, ayant vu partir en fumées ses 1080 milliards de \$ de devises... En attendant, le ministère du Commerce chinois a immédiatement rétorqué par des contremesures pouvant priver les Etats-Unis de 3 milliards de \$ de marché, et continue à adjurer Trump de ne pas « *se laisser emporter par les émotions* ».

Mais entre les deux pays, un écueil peut-être plus redoutable vient d'émerger : le 17 mars, Trump signait une loi autorisant ses cadres à visiter officiellement **Taiwan**. Xi Jinping répliquait lors de son discours de clôture face au Parlement, en martelant que « *ceux qui tentent de diviser la Chine en porteront la responsabilité devant le peuple chinois et devant l'histoire* ». Pour la Chine, cette autre provocation est tout aussi inacceptable ! Au passage, impossible de ne pas faire la corrélation temporelle entre la nomination « à vie » de Xi aux rênes du pays, et ces deux actes peu pacifiques de Trump. Même si le « coup » politique de Xi est une décision interne à la Chine, ses implications se font ressentir immédiatement chez les autres nations, par la méfiance et l'aggravation de vieux contentieux. Ainsi Chine et USA se trouvent dans une curieuse impasse, poussés vers une guerre commerciale par des forces internes irrésistibles. Le passé vient grever le futur.

Technologies & Internet : Semi-conducteurs – Bras de fer mondial



La bataille fait rage entre Corée du Sud, Chine et USA pour le marché des **semi-conducteurs**, capables de stocker des données, de les gérer ou de les sécuriser. En 20 ans, la recherche a décuplé leur capacité de stockage, leur vitesse, a réduit leur taille à quelques dizaines de microns, et leur coût de production à 1,3\$/pièce.

La Chine investit massivement pour devenir n°1 – position détenue par la Corée du Sud (Samsung). Sur les 430 milliards de \$ du marché global attendu en 2018, la Chine en consommera 200 milliards, dont 100 importés. Pour y remédier, elle construit des dizaines d'usines, avec l'objectif de porter sa capacité d'ici 2021 à 660.000 WPM («

gaufres » par mois, chaque *gaufre* signifiant, une fois débitée, des millions de microscopiques transistors à haute capacité). Trois groupes d'Etat (**Jinhua**, **Innotron** et **YMTC**) annoncent des créations d'usines de semi-conducteurs pour 55 milliards de \$, presque à 100% publics (fonds des provinces, de l'Université Tsinghua et prêts de la banque CDB).

Or, la capacité annoncée dépasse largement la **demande mondiale**, ce qui promet un effondrement des cours, et la fermeture des groupes les plus faibles – voire l'élimination de toute concurrence extérieure, comme l'industrie chinoise l'a réalisé dans le secteur des panneaux solaires.

Mais cette stratégie peut-elle réussir ? Bernstein Research en doute, et voit la vingtaine de groupes chinois perdre en dix ans 31 milliards de \$, et encore, sous condition qu'ils réduisent de moitié leurs projets de montée en capacité. S'ils insistent sur leurs objectifs actuels, ils essuieraient d'ici 2028 jusqu'à 249 milliards de \$ de pertes de fonctionnement – un montant que même la Chine ne peut se permettre de griller en vain. Jimmy Goodrich, de la Global Policy Semiconductors Association,

renchérit : des trois ténors cités plus haut, un seul devrait survivre à la concurrence mondiale.

Une des raisons aux pertes annoncées est la vulnérabilité des groupes chinois sous l'angle du *design*, face aux compétences accessibles en Corée et aux USA. Faute de talents en suffisance, la Chine doit soit débaucher chez la concurrence, soit s'approprier les modèles – pas toujours légalement. Un procès à Taiwan vient d'établir que certains modèles chinois avaient été dérobés au groupe insulaire Micron. Autre difficulté, la Chine ne peut espérer chasser du marché la Corée du Sud ou les USA : en 2017, rien qu'en semi-conducteurs « mémoires », Samsung investissait 26 milliards de \$, dont 7,2 milliards à Xi'an (*Shaanxi*).

Le bras de fer est donc lancé, avec une Chine en retard technologique mais disposant de moyens financiers illimités. Toute la question est de savoir si cette industrie née d'une décision politique au sommet, peut gagner son pari de renverser la concurrence. Si tel ne devait pas être le cas, les pertes pour la Chine, en dizaines ou centaines de milliards de \$, se paieraient en développement futur.

Environnement : La longue marche vers la Chine-chameau



Lors de l'ANP, comme lors du 1er quinquennat de Xi Jinping, un sujet est resté en coulisses : le **problème de l'eau**. Dix ans plus tôt pourtant, le 1er ministre **Wen Jiabao** n'hésitait pas à présenter la pénurie notoire comme une « *menace à la survie de la nation* ».

Les hydrologistes décrivent l'état de « *pénurie aigüe* » comme un accès par habitant à moins de 500 m³ d'eau par an. Or selon cette définition, 8 provinces du Nord chinois sont en pénurie aigüe, et 4 en pénurie « *simple* » (moins de 1000 m³ par habitant, par an). Ce qui n'empêche ces contrées semi-désertiques de fournir 38% du blé, riz ou maïs du pays, 50% de son électricité, 46% de son industrie et d'abriter 41% de sa population—en pompant toujours plus profond dans leurs nappes phréatiques...

Le triangle **Pékin-Tianjin-Hebei** est l'épicentre : sur la surface de deux Autriche, 112 millions d'humains assèchent en un siècle des réserves non renouvelables, accumulées en des millions d'années.

Au plan national, le constat est également inquiétant. 28.000 cours d'eau ont disparu. Le **Fleuve Jaune**, certaines années, n'atteint pas la mer. Les **rivières** qui restent sont polluées. En 2017, 8,8% du réseau aquatique était impropre à tout usage. La table aquifère baisse de 1 à 3 mètres par an. Frappé de subsidence, Pékin baisse par endroit de 11cm par an. Zhengzhou (*Henan*, 10 millions habitants) doit renoncer à l'arrivée de 3- 4 millions de migrants d'ici 2020 : ses 7 stations d'épuration neuves n'ont d'eau à recycler que pour en faire tourner une seule !

Dans ces conditions, la raison pour l'Etat de garder le silence sur ce problème majeur, pourrait être stratégique : avant

de prendre les mesures douloureuses, le régime doit mettre en place une gouvernance autoritaire afin d'être sûr de pouvoir les appliquer, le moment venu.

Car face à la gouvernance de l'eau, le plan quinquennal (2018-2023) dévoile des objectifs en fait fort audacieux, visant (par rapport à 2010) une consommation divisée par deux, pour un **PIB** doublé. Un tel résultat ne peut être atteint qu'en renouvelant systématiquement les réseaux d'adduction (qui perdent notoirement la moitié de la ressource), et en faisant passer l'industrie, l'agriculture, et l'usage domestique à des technologies moins gourmandes en eau. Ce qui serait passer à une *économie « chameau »*.

Mais, problème majeur, les chantiers pharaoniques conçus 20 ans en arrière, promettent déjà d'être inopérants. Avec deux branches central et orientale, le canal Sud-Nord, après avoir coûté 80 milliards de \$ (*plus cher projet de l'histoire humaine*) pour transférer 25 milliards de m³/an du **Yangtzé au Fleuve Jaune**, ne suffira pas à arracher le triangle Pékin-Tianjin-Hebei à sa « *pénurie aigüe* » - d'autant moins qu'il doit fournir trois autres provinces sur son passage. D'autres plans d'acheminement d'eau du **Tibet** (*Yangtzé, via un tracé « Ouest » du canal Sud-Nord*) ou de **Russie** (lac Baïkal) relèvent de la lubie, vu les difficultés techniques aujourd'hui insurmontables. La désalinisation est trop coûteuse en énergie, et trop faible en débit. Les villes complètent leurs réseaux de stations d'épuration —mais qui ne peuvent fournir qu'une fraction des besoins. Avec l'aide publique, villages et coopératives réparent leurs réseaux d'irrigation—l'agriculture à elle seule, embolise 62% de la ressource. Les instituts agronomiques créent des semences nouvelles OGM ou conventionnelles... Mais toutes ces solutions, même cumulées, montrent leurs limites : trop peu, trop tard !

Elles sont inopérantes, car elles s'attaquent au mauvais côté, l'**offre**, alors que la seule solution passe par une discipline de la **demande**. La loi de la physique est inflexible : une masse d'eau limitée, ne peut pas satisfaire une demande en pleine explosion sous l'effet

d'1,3 milliard d'habitants revendiquant les aménités de la vie moderne, de l'hygiène à l'alimentation, en passant par la production de nombreux biens qui tous, réclament de l'eau. Or, la Chine vit sur un héritage socialiste laxiste, considérant l'eau comme un bien quasi-gratuit et à disposition illimitée.

À 5 à 6\$ le m³, l'eau en Chine coûte le quart du **coût** mondial, et va à prix cassé à l'industrie et aux centrales à charbon qui assurent toujours 57% de la production électrique.

Parmi d'autres moyens de réconcilier l'offre et la demande en eau, la Chine pourrait renoncer au principe politique de l'**autosuffisance alimentaire**—une décision douloureuse qui forcera à acheter beaucoup plus à l'étranger, tout en renonçant à la monoculture de ses terres arides du Nord. Outre ses fournisseurs traditionnels des Amériques, de nouveaux producteurs se préparent, tels Russie et Kazakhstan. Et la Chine, discrètement, achète au prix fort des terres arables partout sur Terre — jusqu'en France.

La Chine devrait aussi laisser ses aciéries et fonderies à métaux non ferreux à forte demande d'eau, pour passer au recyclage systématique.

Elle a déjà entamé la réorientation de son économie vers les services et la consommation intérieure. Mais un pas de géant reste à faire : l'arrêt d'une priorité aux industries, au profit du consommateur et du monde rural.

Tout amènera une Chine bien plus chère dans 20 ans—Pékin le sait, et s'y prépare. Selon **Charles Parton**, politologue britannique et expert de ce sujet, c'est le prix à payer pour prévenir un risque de déstabilisation sur son sol, d'une population confrontée à une pénurie devenue insupportable. De plus, pour pouvoir étendre à travers le monde ses « *nouvelles routes de la soie* » (BRI), la Chine doit pouvoir compter sur une industrie forte et durable, et qui cesse d'épuiser ses réserves en consommant plus d'eau qu'elle n'en dispose. Selon la boutade de Ch. Parton, la Chine « *peut imprimer ses billets de banque, mais elle ne peut pas imprimer l'eau* » !

Politique : ANP - Dernières nominations, premières actions



En fin de la session de l'ANP, les 17-18 mars, une fois votés à l'unanimité (ou quasi) les amendements à la Constitution et la reconduction des mandats des hauts personnages de l'Etat, les 2980 élus eurent droit à se faire un peu plus critiques sur quelques nominations –celles des cadres de la lutte anticorruption militaire, aux résultats jugés insuffisants.

Le lieutenant général Yang Chengxi récolta 400 « non » ; son collègue Chai Shaoliang, 749, et Liu Jixing, juge militaire, 569. Wang Changhe, « monsieur discipline » à la police armée, reçut 567 votes « contre », pour n'avoir pas tenu sa promesse de 2016 de « donner un coup dans la fourmilière ». Ce désaveu aux officiers de l'APL pouvait également exprimer le rêve de l'ANP de réduire en son sein le nombre d'édiles en kaki (269 sièges).

D'autres critiques fusèrent contre les édiles et cadres mouillés dans des scandales, tel Lu Peijun, ex-patron des douanes qui essuya 500 « non », en souvenir de son rôle dans l'incendie au port de Tianjin qui avait coûté 165 vies en 2016. Liu Zhenkui, ex-vice-président du parlement du Liaoning, et Xie Yong, son homologue au Hunan, écopèrent de 793 et 800 « non », suite aux fraudes électorales dévoilées dans leurs provinces.

Temps fort des votes, Wang Qishan, le fidèle lieutenant de Xi Jinping qui avait dirigé jusqu'au Congrès de novembre la police interne du Parti (CCID), fait son retour, cette fois comme vice-Président, ovationné par les édiles. Très introduit aux Etats-Unis, Wang reprendrait du service afin de tenter de désamorcer la guerre commerciale avec les USA de Trump.

Autre nomination importante : alors que Guo Shuqing (ex-CBRC) ou Liu Shiyu

(CSRC) étaient pressentis, c'est finalement Yi Gang qui devient Gouverneur de la Banque Centrale, en place de Zhou Xiaochuan son ex-supérieur qui occupait le siège depuis 2002. Financier de classe mondiale, Yi a fait en 1980 l'Université de Pékin, celle de Hamline (Minnesota), puis son doctorat à Chicago (Illinois University) avant d'enseigner à l'Université d'Indianapolis. Sa nomination est l'indice d'une volonté du pouvoir de renforcer le rôle du Yuan dans la finance mondiale. Quant à Guo Shuqing, il n'y perd rien, héritant du poste de n°1 à la CBIRC, la tutelle conjointe (fusionnée) des banques et des assurances.

Surprise pour Yang Xiaodu qui est nommé à la tête de la nouvelle Commission Nationale de la Supervision. On attendait plutôt Zhao Leji, son supérieur hiérarchique, membre du Comité Permanent, tandis que Yang ne siège qu'au Bureau Politique, un niveau en-dessous.

Parmi d'autres promotions validées le 19 mars, figurent celles au rang de conseillers d'Etat du Général Wei Fenghe, nouveau ministre de la Défense, et de Wang Yi, (qui demeure) ministre des Affaires étrangères. Le général Zhang Shengmin devient un des sept membres de la Commission Militaire Centrale (en charge de l'anti-corruption), en-dessous du Président Xi et de ses deux vice-Présidents Xu Qiliang et Zhang Youxia.

Le record de longévité ministérielle revient à Han Changfu, à l'Agriculture depuis 2009. Autre « vieux briscard » ministre depuis 2010, Miao Wei, l'ancien patron de Dongfeng aux années 2000, conserve le maroquin de l'Industrie et des Technologies de l'information. Li Xiaopeng, fils de l'ex-Premier ministre Li Peng garde aussi son ministère, celui des Transports.

Fu Zhenghua, ex-vice-ministre de la Sécurité publique se retrouve à la Justice –autrefois chef de la police de Pékin, il avait été promu après avoir mené l'enquête sur son ex-patron Zhou Yongkang. Wang Yupu ex-dirigeant de Sinopec, passe au nouveau ministère des Anciens Combattants. Lu Hao, jeune et compétent (51 ans) tiendra les rênes du nouveau Ministère des Ressources

Naturelles. Ma Xiaowei prend la place de Mme Li Bin (ex-ministre de la Santé et du Planning Familial), à la tête de la nouvelle Commission Nationale de la Santé.

Enfin, fait politiquement instructif, les quatre plus influents « groupes directeurs » (Eco/Fin, Cyber-sécurité, Réformes et Affaires étrangères) sont élevés au statut de « commissions ». Ils avaient été créés par Xi à son arrivée aux affaires, pour contourner d'autres groupes directeurs du Comité Central. Leur élévation poursuit un travail de concentration de pouvoirs autour de Xi, et de sape de la sphère traditionnelle de pouvoir du Comité Central.

Une fois les élus rentrés dans leurs circonscriptions, les programmes politiques démarrent sur les chapeaux de roues. La première manifestation visible du crédit social est annoncée pour le 1er mai : quiconque aura « menti sur le terrorisme », jeté dans un avion un gobelet d'eau bouillante sur une hôtesse, ou fumé à bord d'un train, sera passible de 12 mois d'exclusion des avions et TGV. La même sanction frappera l'employeur omettant de s'acquitter de ses charges patronales à la Sécurité sociale, et l'endetté refusant de payer ses dettes. Dès le 15 mars, un autre cas de figure apparaissait dans la presse : 17 jeunes à Jilin ont été interdits pendant deux ans d'avion, d'hôtel, d'emprunt, d'admission à l'université, d'intégrer la fonction publique, et soumis à une amende pour avoir objecté à un mois obligatoire de service militaire.

Un autre programme est annoncé par Li Ganjie le patron d'un ministère de l'Environnement aux pouvoirs juste renforcés : des normes de rejets d'effluents plus sévères, notamment éoliens doivent sortir d'ici l'été, valables d'ici 2020. Li espère ainsi solidifier l'embellie de la qualité de l'air des villes, qui pour l'instant dépend encore beaucoup de la présence des vents. En 2017, selon Greenpeace, les microparticules de 2,5µ n'ont reculé que de 4,5%, le plus bas taux en 5 ans... C'est peut-être l'indice qu'en matière de lutte anti-pollution, la « vendange des fruits bas » est terminée. Pour aller plus loin et « attraper les fruits des branches hautes », il faudra désormais plus d'efforts.

Portrait : Zhao Leji - Le nouveau « Monsieur Propre »



Zhao Leji (赵乐际) est un surdoué, qui progresse en silence. Né en 1957 à Xining (Qinghai) d'une famille d'intellectuels originaires de Xi'an (Shaan' xi), il part en 1974 en pleine Révolution culturelle « jeune instruit » à la campagne sur les rives du Fleuve Jaune. Dès la réouverture des universités, en 1977, il est envoyé à Pékin : il est parmi les 3% admis à Beida, où il étudie la philosophie - il sort en 1980, diplômé de la première promotion après 10 ans de fermeture.

De retour au Qinghai, il grimpe les échelons durant 20 ans pour se retrouver gouverneur en 2000 - une

promotion rapide, justifiée par ses résultats en terme de croissance économique de cette province pauvre. Il sait profiter à fond des crédits mis à disposition par le Premier ministre Zhu Rongji, dans le cadre de son plan de rééquilibrage de l'Ouest par les infrastructures. Sa percée rapide est aussi due à son choix de rester dans sa région, contrairement beaucoup de cadres qui ne pensent qu'à rejoindre les lumières de la côte.

En 2003, à 42 ans, il est Secrétaire du Qinghai (un des plus jeunes de l'histoire du régime), puis en 2007, Secrétaire au Shaanxi, sa province d'origine, qui est aussi celle de Xi Jinping (branche paternelle), ce qui leur permet de s'y rencontrer. Durant ces cinq ans, il rend service au futur chef de l'Etat en aidant plusieurs de ses proches dans leurs affaires. Les deux hommes sont intimes, et la confiance de Xi totale. Il y fait aussi prospérer la zone de Xixian, dite la « Pudong de Xi'an », 880km² et 25 projets de fermes modèles, d'industries high-tech et de chantiers agro-alimentaires.

En 2012, Xixian brasse 35 milliards de dollars d'investissements en partie hongkongais. C'est la quatrième zone du pays, et un beau succès personnel.

En 2012, à 55 ans, il monte au **Bureau Politique**, au poste laissé par Li Yuanchao comme chef du **Département de l'Organisation**, ce qui lui donne la haute main sur les promotions aux organes d'Etat, ministères, conglomerats et universités. Monter si haut si jeune, est rare dans les annales du Parti. Son talent y est pour quelque chose, mais aussi sa relation avec Xi Jinping.

En 2017, il accède au **Comité Permanent** à 60 ans (le plus jeune membre), à la place de **Wang Qishan**, n°6 du Parti. Il préside depuis lors la Commission Centrale d'Inspection de la Discipline (CCID) - police interne du Parti. En 2022, à 65 ans, Zhao restera en dessous de la limite d'âge pour un nouveau quinquennat au Comité Permanent.

[Extrait de notre étude politique "Le sacre de Xi Jinping - et après ?"](#)

Portrait : Yang Xiaodu - Le nouvel homme le plus craint du pays



Il est la surprise de ce Plenum : **Yang Xiaodu** (杨晓渡) a un parcours peu commun, ayant débuté comme médecin « aux pieds nus », 25 ans au Tibet. Né à Shanghai en 1953, de famille modeste, il doit à 17 ans rejoindre une commune populaire à la campagne comme « jeune instruit ». En 1973, il entre au Parti, étudie la médecine traditionnelle chinoise (TCM). Diplômé en 3 ans, il part pour la Région Autonome du Tibet. En 1989, il troque son hôpital pour un poste de vice-secrétaire du Qamdo. En 1995, il passe à Lhasa, directeur financier régional. En 1998, il est vice-Président de la région, et suit trois ans d'études de droit par correspondance à l'Ecole

Centrale du Parti.

Il rentre en 2001 à Shanghai par la grande porte, comme vice-maire. En 2006, il entre au Comité municipal, puis dirige le Front Uni jusqu'en 2012. En 2007, sa destinée croise celle de Xi Jinping, Secrétaire pour Shanghai pendant 8 mois, sur le point d'être désigné maître du pays. Xi repère Yang Xiaodu comme allié idéal, efficace, et n'ayant pas fait parti du « gang de Shanghai » de Jiang Zemin. En 2012, une fois Xi Jinping Président, Yang enchaîne les promotions, d'abord Secrétaire municipal de la **Commission Centrale d'Inspection de la Discipline** (CCID). En 2014, il monte à Pékin comme N°3 national à CCID : il va purger le Ministère de la Terre et des Ressources, fief de l'ex-Président Hu Jintao et de son Premier Ministre Wen Jiabao. Fin 2016 à 63 ans, il passe **ministre de la Supervision**. Début 2017, il est directeur du Bureau National de la Prévention de la Corruption. En mars 2017, il annonce que la chasse « aux gros crocodiles » est ouverte, celle des industriels enrichis par collusion avec les hautes sphères

administratives.

Son élévation en octobre 2017 au **Bureau Politique** se fait à la surprise générale : il est le second homme de la CCID à siéger dans cette instance suprême - en sus de [Zhao Leji son nouveau chef](#), qui accède au Comité Permanent. C'est une situation inédite, qui signifie que la campagne anti-corruption ne faiblira pas et pourrait même s'intensifier.

En mars 2018, Yang est nommé à la tête de la toute nouvelle **Commission Nationale de Supervision**. Ce nouvel organe de l'Etat, super agence de l'anti-corruption, doublera les prérogatives de la CCID et aura tout pouvoir pour traquer, en plus des cadres du Parti, tous les fonctionnaires (policiers, juges, directeurs d'école...). L'avenir devra montrer comment se fera le partage des tâches de l'anti-corruption entre Zhao Leji, le chef de la CCID (l'organe subalterne) et Yang Xiaodu, le subordonné dirigeant l'organe suprême.

[Extrait de notre étude politique "Le sacre de Xi Jinping - et après ?"](#)

Petit Peuple : Chongqing - Wang Chengzhou, la loterie de la vie (3ème partie)



[Résumé des parties précédentes : Vivant sous un pont à Chongqing, Wang Chengzhou prétend avoir percé le secret du loto...](#)

À tout bout de champ, **Wang Chengzhou** se vantait auprès de son compère **Lao Wu** d'être capable de faire fortune. Dubitatif, Lao Wu l'apostrophaït parfois : « puisque tu l'as, ta formule-miracle, pourquoi tu la joues pas ? Un gros lot, ça ferait pas de mal ». « Laisse tomber, c'est pour les petits joueurs », rétorquait invariablement Chengzhou, du ton un peu supérieur de celui qui sait, « on gagnera cent fois plus, quand mon livre sortira » ! C'est que Chengzhou préparait le livre qui allait bouleverser le monde, que toute la Chine s'arracherait : au plus tard en mai 2018 (on était à l'automne 2017), il serait riche, et Lao Wu avec lui... Mais à Lao Wu, on ne la lui faisait plus... Quoique aimant bien Chengzhou, il le prenait pour un peu dérangé : « il est sympa, déclarait-il aux autres, mais il la petite sans doute trop ».

Chengzhou, en tout état de cause, avait une qualité que nul ne pouvait lui nier—l'art de causer ! Subjugués par sa faconde, bien d'autres que Lao Wu affluaient vers son ermitage sous le pont, venus de Chongqing, du Sichuan et de tout le vaste pays.

En janvier 2018, voulant en avoir le cœur net, un journaliste du Commercial Daily (Chengdu, Sichuan) descendit à son tour les marches de terre battue jusqu'à la tanière de Chengzhou, d'avance certain d'avoir à faire à un affabulateur. Mais une fois sur place, sa certitude fut ébranlée par la prestation de son hôte. Dans une tasse ébréchée et sans anse, il lui servit un thé, avec autant de distinction que s'il l'eut fait dans de la porcelaine de

Jingdezheng. Il lui évoqua les millénaires d'humanité endormie sous ce pont, qui le faisaient vibrer. Cette mémoire collective lui avait donné accès au secret qui faisait le thème de son grand-oeuvre. Une nuit de feu, Chengzhou avait vu tourner, géante et lumineuse, la roue du destin et de la chance du Loto. Il avait pu l'arrêter, le temps de retenir les numéros gagnants. À partir de ce matériau privilégié, il avait pu extraire l'algorithme.

Pour faire passer au monde ce message fondateur, il préparait quatre tomes, le « Cœur », la « Fonction », l'« Esprit » et le « Mot de passe ». De loin le plus important, ce dernier ouvrage était sa découverte capitale. Son énergie vitale était si explosive qu'il évitait d'acheter ses billets plus de deux fois au même kiosque, afin d'éviter d'en altérer le flux normal.

Tandis que Chengzhou pérorait de la sorte, le journaliste sans en avoir l'air, avait pu s'approcher de son bureau. Feuilletant le carnet qui y traînait grand ouvert, il avait vu des colonnes de chiffres et séquences avec commentaires, équations et racines. Il sortit son appareil photo mais Chengzhou s'interposa tout net : c'étaient des secrets trop puissants pour tomber sous des yeux non-initiés. Une fois le manuscrit publié, d'ailleurs, il brûlerait ces carnets dangereux...

L'article dans le journal fit sensation. Dans les semaines suivantes, l'ermite du pont du Yangtze reçut de multiples visites. Le « courrier des lecteurs » se remplit de milliers de messages de fans, ou de détracteurs, sarcastiques mais toujours passionnés.

Une lectrice inattendue fut **Feng Jiafen**, la vieille mère de Chengzhou (79 ans), qui découvrit ainsi la vérité sur son fils. Tous les 2 ou 3 ans, Chengzhou retournait au village quelques jours d'été, par piété filiale et aussi histoire d'échapper à la touffeur nauséabonde de sa berge. Mais chaque fois qu'elle lui posait des questions sur sa vie, il s'ingéniait à lui cacher la vérité, s'accrochant à son vieux

mensonge d'une vie de « contre-maître à Kunming (Yunnan) ».

Sa mère sentait bien qu'il mentait, vu sa pauvreté chronique—son incapacité évidente à payer quoique ce fût. La seule fois où elle avait osé lui demander 300 yuans, pour faire quelques courses, il lui avait fièrement répliqué qu'une fois de retour chez lui, il lui en enverrait « 1000 ». Bien entendu, une fois reparti, rien n'avait suivi...

C'est par le reporter, remonté jusqu'à elle, qu'elle apprit la précarité de son fils sans feu ni lieu, dans sa vasière sous son pont, et sa folie de se croire en prise directe avec la Chance par une formule mathématique. Au téléphone du journaliste, elle le supplia de revenir au village pour le Nouvel An, pour vivre auprès d'elle... La réponse fut immédiate et sans nuance : c'était « non », tant qu'il n'aurait pas publié son grand secret...

Cette conversation fit réfléchir sa mère, et lui fit activer son réseau au village. Elle pense lui avoir trouvé une nouvelle épouse, et une excellente affaire. Qingmei, 40 ans, a perdu son mari l'an dernier. Elle a sa maison, et ne manque de rien. Elle ne demande qu'à se remettre en ménage, pour donner un père à son fils orphelin. Chengzhou n'aurait qu'à accepter cette seconde chance dans sa vie !

La vieille mère a deviné l'origine de la folie de Chengzhou, la noyade de sa petite fille, dont il était responsable, et qu'il ne pouvait se pardonner. Cette solitude qu'il s'imposait, cet alcool, ce tabac dont il se « noyait » en permanence, c'était sa pénitence. Et c'est ce qui lui avait fait penser à une nouvelle union avec Qingmei.

D'autant plus, que pour Chengzhou, prendre cette épouse et élever son enfant, ce serait aussi lui donner à elle un petit-fils. Ce faisant, il honorerait la règle de piété de Mencius : « des trois manières d'insulter sa lignée, la pire est de la laisser sans héritier » (« bù xiào yǒu sǎn, wú hòu wéi dà »). Un tel tournant serait pour lui une renaissance, mais saura-t-il saisir cette chance ?

Rendez-vous : Semaine du 26 mars au 7 avril 2018



26-29 mars, Shanghai : FINEFOOD Shanghai, Salon de l'alimentation et des boissons pour hôtels, restaurants, bars et cafés

26-29 mars, Shanghai : HOTELEX + DESIGN & DECO, Salon des équipements et fournitures pour l'hôtellerie



27-29 mars, Canton : China LAB, Salon et Conférence sur les appareils de laboratoire et d'analyse

27-29 mars, Jinan : Jinan International Industrial Automation, Salon international des technologies d'automation industrielle et de contrôle

27-29 mars, Beijing : China MARITIME Beijing, Salon international des technologies et équipements offshore

27-29 mars, Beijing : CIOOE, Salon international du pétrole et du gaz offshore

27-29 mars, Beijing : CIPE, Salon international des équipements pour pipelines et pour le stockage et le transport du pétrole et du gaz



27-29 mars, Beijing : CIPPE, Salon international du pétrole, des technologies pétrochimiques et de leurs équipements

27-29 mars, Beijing : CISGE, Salon international des technologies et équipements liés à l'exploitation du gaz de schiste

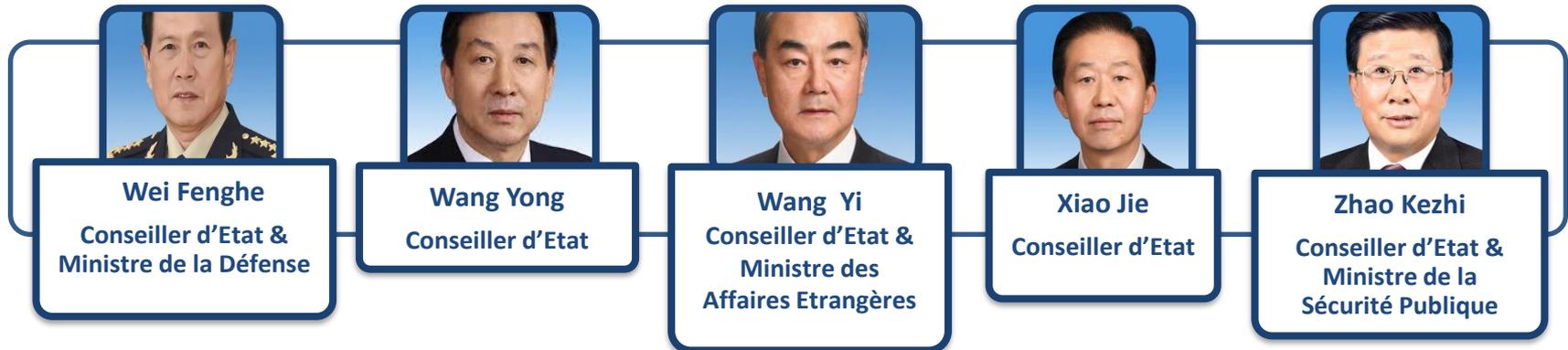


27-29 mars, Beijing : EXPEC, Salon international des technologies et équipements contre le risque d'explosion

Vice-premiers ministres du Conseil d'Etat (2018)



Conseillers d'Etat (2018)



Liste des Ministres /



= Nouveaux ministres, nommés durant l'Assemblée Nationale Populaire de mars 2018



Yi Gang
Gouverneur
de la Banque
Centrale



He Lifeng
N° 1 de la
NDRC



Li Ganjie
Ministre
de l'Environnement



Fu Zhenghua
Ministre de la
Justice



Liu Kun
Ministre des
Finances



Miao Wei
Ministre de
l'industrie et des
technologies de
l'information



**Chen
Wenqing**
Ministre de la
Sécurité d'Etat



**Huang
Shuxian**
Ministre
des Affaires
civiles



**Chen
Baosheng**
Ministre de
l'Education



Zhong Shan
Ministre du
Commerce



Han Changfu
Ministre de
l'Agriculture



Li Xiaopeng
Ministre des
Transports



E Jinping
Ministre de
l'eau



Lu Hao
Ministre des
Ressources
Naturelles



Luo Shugang
Ministre de la
Culture



Ma Xiaowei
N° 1 de la
Commission
Nationale de
la Santé



Wang Menghui
Ministre du
Logement et
Développement
Urbain-Rural



Zhang Jinan
Ministre des
Ressources
Humaines et
Sécurité Sociale



Wang Yupu
Ministre de la
Gestion des
Urgences



**Wang
Zhigang**
Ministre des
Sciences et
Technologies



**Sun
Shaocheng**
Ministre des
Anciens
combattants

